VIme Année N° 6586 — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — UN NUMÉRO 15 CENTIMES — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — Vendredi 10 Novembre 1882

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . . 13.50
» » Six mois. . . 26.»
» » Un an . . . 50.»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

Les abonnements et les annonces pour le *Journal de Roubaix* sont reçus :
A Roubaix, aux bureaux du journal.
A Tourcoing, rue Nationale 18
A Lille, à la succursale de l'*Agence Havas*, rue de la Gare et aux bureaux du *Mémorial*, Grand Place, (entrée par les débris Saint-Etienne).
A Armentières, rue de Lille.
A Paris, aux bureaux de l'*Agence Havas*, place de Bourse, 8, ou rue Notre-Dame-des-Victoires, 34

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS :
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffitt et Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoire, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 9 NOVEMBRE 1882

QUE VA-T-IL SE PASSER ?

C'est la question que tout le monde se pose aujourd'hui.

Après trois mois de vacances, nos députés vont reprendre leur session interrompue ; et le premier soin de tous ces honorables sera évidemment de s'aborder sur cet air connu :

Que va-t-il se passer ?...

En d'autres termes, va-t-il se passer quelque chose de nouveau, quelque chose qui nous change un peu, quelque chose qui ressemble à ce qui s'était passé jusqu'ici comme la lumière ressemble aux ténèbres, et l'activité, l'activité féconde, au néant et à la mort ?

Grave question, on le voit ; d'autant plus grave que tout reste à faire, puisqu'on n'a encore rien fait jusqu'ici.

La discussion du budget est à peine commencée... Qui ne sait cependant que jamais affaire ne fut plus pressante, la dette flottante augmentant chaque jour davantage et le déficit, le hideux déficit, s'avançant à grands pas !...

M. Barodet va publier les cahiers des dernières élections ; il ressortira de ce document, nous le savons déjà, que ce qu'avaient surtout promis nos députés, lorsqu'ils n'étaient encore que candidats, c'était l'ordre dans nos finances.

Et ce qui règne dans nos finances, ce n'est pas l'ordre, c'est le désordre.

Nous avons, du reste, beau lire et relire les comptes-rendus de la session législative de 1882, nous n'y trouvons rien, absolument rien qui dépose en faveur de la Chambre et du gouvernement.

Prenons, en effet, la session à son début. Qu'y rencontrons-nous tout d'abord, si ce n'est cette affaire d'Egypte, dont les cruelles conséquences pèsent aujourd'hui encore sur la situation ?

Toute cette campagne ne s'est-elle pas bornée à une simple promenade navale ?

Nous avons dépensé notre argent en démonstrations théâtrales ; notre poudre et notre or, tout cela a été tiré et dépensé en vain.

Et le résultat de cette expédition, ç'a été l'amoindrissement, que disons-nous ! la ruine de notre influence en Egypte...

Continuons notre examen : qu'ont fait à l'intérieur nos députés ?

Ah ! ils ont voté la loi du 28 mars...., la loi qui chasse Dieu de l'école...

Cette loi si injuste et si odieuse, qu'on se demande aujourd'hui si on aura le courage de l'appliquer et si on ne ferait pas mieux d'en laisser la responsabilité aux préfets !....

Qui ne reconnaîtrait à ce trait le radicalisme et les siens ?

Mais même ce bon mouvement, si toutefois c'est le bon ! leur restera pour compte, tout l'effet étant produit et la France étant livrée sans retour à l'Idéal laïque et obligatoire.....

Et à ceux qui en douteraient, et à ceux qui nous accuseraient de pousser les choses au noir, nous n'aurions qu'à opposer le spectacle que ce pays-ci présente en ce moment à tous les yeux.

Les citoyens ne sont-ils pas en guerre les uns contre les autres ?

Après le « cléricalisme », n'est-ce pas le « patron » qui est devenu l'ennemi ?

Qu'est-ce donc, je vous le demande, que toutes ces explosions de dynamite, tous ces attentats sans nom qui se commettent chaque jour contre la religion, contre la famille et contre la propriété, sinon la mise en œuvre des doctrines que la révolution a professées en tous lieux ?

Vous vous plaignez de ce que vous récoltez ; mais n'est-ce pas vous qui l'avez semé ?

Et pourtant on nous avait promis la liberté !

Et pourtant on nous avait annoncé le règne de l'égalité !

Et pourtant on avait inscrit sur tous nos monuments la noble devise de la fraternité !

La fraternité ?...On a séparé la France en deux camps.

L'égalité ?... Tous les honneurs et tous les profits ont été pour les républicains ; et le reste, s'il y a du reste à cela, on l'a laissé aux conservateurs, en leur disant que c'était encore trop bon pour eux !

Qu'on prétende encore maintenant qu'il avait tort, celui-là qui s'écriait récemment, dans un accès de bonne foi : ÇA SE DÉCOLLE !

Oh ! oui, ça se décolle ; on pourrait même dire que c'est décollé !

Les vaches maigres ont succédé aux vaches grasses ; voilà pour les financos.

Et, dans l'ordre politique administratif, judiciaire et militaire, qu'est-ce qu'on voit régner ? Le gâchis.

Le gâchis partout !... Le gâchis en haut, le gâchis à mi-chemin, le gâchis en bas.

De sorte que c'est avec une anxiété bien légitime que tout le monde se demande, ce matin : Qu'est-ce qui va se passer ?

Qu'est-ce qui va se passer ?

Oh ! mon Dieu, il va d'abord, paraît-il, se passer une déclaration.

Une déclaration du Gouvernement, rien que cela !

Des paroles, toujours des paroles, rien que des paroles...

Et ce programme, si l'on en juge par le passé, sera tout juste aussi sérieux que cette réponse de je ne sais plus quel voyageur qui se trouvait, en compagnie d'une dame, devant je ne sais plus quelle barrière d'octroi.

— Quelle déclaration avez-vous à faire ? disait le receveur à notre homme.

— Si j'avais une déclaration à faire, répliqua le voyageur de son sourire le plus aimable, c'est à madame qu'elle s'adresserait...

Il n'y a rien de plus sérieux dans les déclarations et les programmes de la République.

Que nous avait-on promis jusqu'ici : Tout.

Qu'a-t-on tenu ? Rien.

Voyons ce qui va se passer.

Voyons du moins si ce qui va se passer se passera autrement que ça ne s'était passé jusqu'ici.

ROBINSON.

AVANT LA SÉANCE

On lit dans le *Gaulois* :

« La session n'est pas commencée, mais le gâchis va déjà bon train.

» Le conseil des ministres est fortement divisé contre lui-même.

» On ne s'entend pas sur le texte de la déclaration à faire aux Chambres.

» On ne s'entend même plus sur l'opportunité d'une déclaration.

» Discussion hier matin, discussion hier soir, au Ministère des affaires étrangères. On délibèrera encore tout à l'heure, à l'Elysée, sous la présidence du chef de l'Etat, et c'est au dernier moment seulement que l'on pourra dire, de façon certaine, si, oui ou non, il y aura une déclaration, si elle sera lue aujourd'hui ou samedi.

» Dans le cas, assez probable, où la déclaration serait retardée ou même jetée au panier, la séance d'aujourd'hui, réduite à sa plus simple expression, serait seulement employée à la fixation de l'ordre du jour et à la nomination d'un vice-président et d'un secrétaire en remplacement de M. Fallières, ministre de l'intérieur, et de M. Labuze, sous-secrétaire aux finances. On prononce le nom de M. Floquet, qui a été déjà vice-président de la Chambre, pour la succession de M. Fallières.

» Le projet de déclaration que M. Duclerc a soumis à l'approbation de ses collègues a été jugé trop long par tous et trop mou au point de vue de la répression des menées anarchistes, principalement par le général Billot, ministre de la guerre, qui aurait insisté sur la nécessité d'un langage très ferme.

» Le garde des sceaux, que chatouille particulièrement l'interpellation annoncée sur l'interruption du cours de la justice dans l'affaire de Montceau-les-Mines, a, de son côté, présenté des considérations sur cette question délicate, où l'attitude du ministère public est l'objet de beaucoup de commentaires désobligeants.

» Aux critiques générales de ses collègues, le président du conseil a répondu que, ayant fait une déclaration au moment où les Chambres se sont séparées, il lui paraissait assez superflu d'en faire une nouvelle au moment de leur retour, et qu'il y aurait peut-être avantage à attendre silencieusement les interpellations au banc ministériel. Il serait donc, quant à lui, tout disposé à déchirer le petit morceau d'éloquence qu'il avait préparé.

» L'appel à la conciliation y joue son rôle, cela va de soi. Mais c'est ritournelle assez connue pour que M. Duclerc lui-même y renonce volontiers.

» En résumé, rien n'est encore arrêté à l'heure où nous écrivons.

» Une préoccupation plus grave s'est d'ailleurs imposée au conseil.

» Il ne s'agit de rien moins que de mettre en échec le plan financier soutenu par M. Tirard devant la commission du budget.

» Plusieurs ministres refuseraient de mettre à la disposition de leur collègue des finances les excédents de leur budget, ce qui rend impossible l'expédient imaginé par M. Tirard.

» Donc, la session n'est pas ouverte et déjà des difficultés se sont commencées. »

LA SITUATION FINANCIÈRE

M. Tirard reproche à son prédécesseur, M. Léon Say, d'avoir poussé au noir l'état de nos finances. Le *Journal des Débats* relève le gant et affirme de nouveau que « la situation est mauvaise, » et qu'elle peut, si l'on persévère dans » le désordre actuel, devenir rapidement » très-dangereuse ; » il le démontre avec une précision de détails qui ne laisse guère d'illusions aux optimistes les plus opiniâtres. C'est cet article qui a fait baisser la Bourse hier :

« Il n'est pas, dit-il, un élément des finances publiques qui ne soit atteint ; et les impôts, et le crédit, et la confiance. Si nous nous reportons à deux ans en arrière, que voyons nous ? Les impôts donnent des plus-values abondantes : au 30 septembre 1881, la plus-value est de plus de 111 millions par rapport aux évaluations budgétaires, et en outre ce qui est le trait vraiment caractéristique, de 62 millions par rapport aux recouvrements de la même période de l'année antérieure.

» En 1882, quel spectacle différent ! Sur les neuf premiers mois, la plus-value apparente des impôts, relativement aux évaluations, est encore de 73 millions, 38 millions de moins qu'en 1881 ; mais, eu égard aux recouvrements de l'année précédente, la plus-value des neuf premiers mois de 1882 tombe au chiffre insignifiant de 9 millions. Et plus l'on avance dans cette triste année 1882, plus les impôts fléchissent. Les premiers mois donnaient encore des plus-values, quoique très faibles, relativement aux recouvrements de 1881 ; les derniers mois connus donnent des moins-values, ce qui est plus décisif. Le mois de septembre 1882 a produit 2,166,000 francs de moins que le mois de septembre 1881. Nous exposerons tout à l'heure les raisons qui nous font croire que, si le gouvernement ne devient pas plus judicieux, ces moins values persisteront et s'aggraveront peut-être.

» Tandis que, jusqu'en 1880, on a pu se féliciter de posséder des budgets se soldant par des excédens de recettes, quoique sans doute une partie de ces excédens fût plus apparente que réelle, tenant à des emprunts faits aux exercices antérieurs ou bien au transfert de dépenses ordinaires au budget extraordinaire, aujourd'hui il n'y a plus aucune espèce de doute pour tous les esprits judicieux : on est en déficit. Les crédits, ouverts par la loi du 29 juillet 1881, ont fixé le montant des dépenses à 2 milliards 854 millions. Les crédits supplémentaires votés ou à voter au moment où M. Ribot écrivait son rapport, dans le courant du mois de juillet, s'élevaient à 148 millions, ce qui portait le total des dépenses à 3 milliards 2 millions. D'autre part, les évaluations des recettes dans le budget atteignent 2 milliards 856 millions et demi ; la plus-value des neuf premiers mois est de 73 millions pour les impôts indirects et de 6 millions pour l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

» Ajoutons ces sommes aux évaluations budgétaires, nous arrivons à 2 milliards 960 millions. Supposons que chacun des trois derniers mois fournisse un résultat analogue à celui du mois de septembre, soit la mesquine plus-value mensuelle de 2 millions 1/2, par rapport aux évaluations budgétaires, *nous arrivons, pour toute l'année, à une ressource de 2 milliards 943 millions, contre une dépense de 3 milliards 2 millions.* C'EST EN CHIFFRES RONDS 60 MILLIONS QUI MANQUENT. »

S'il se présente en fin d'exercice des annulations de crédit, il a dû se produire depuis le mois de juillet des crédits supplémentaires. Le déficit de 150 millions que présente le budget de 1882 va s'aggraver puisque le rendement des impôts a été beaucoup plus mauvais pendant le troisième trimestre que pendant les deux précédents.

M. Leroy-Beaulieu, s'attachant au crédit public, nous le montre subissant depuis deux ans un affaiblissement continu. Tout ce passage est à citer :

« J'ouvre une cote de la Bourse du mois d'octobre 1880, c'est-à-dire d'il y a presque exactement deux ans. La rente 3 0/0 se négocie dans les derniers jours d'octobre au-dessus de 86 fr., le 3 0/0 amortissable au-dessus de 88 fr., le 5 0/0 ne se tient que de quelques centimes au-dessous de 121 fr. Comparez : aujourd'hui le 3 0/0 flotte entre 80 et 81 fr. ; l'amortissable entre 80 fr. 25 et 81 fr. 50 ; le 5 0/0 oscille autour de 115 fr. *Ainsi, à ne consulter que les 3 0/0, qui sont la véritable mesure, depuis deux ans, le crédit public de France a fléchi de 6 à 7 0/0 environ.*

» On dira sans doute que la cause en est au krach, aux exagérations de la spéculation, à la baisse de l'ensemble des valeurs. On se tromperait. Tout l'ensemble des titres mobiliers, du moins de ceux qui sont sérieux, cote en ce moment des cours plus élevés qu'à la fin d'octobre 1880 ; en particulier, tous les fonds étrangers ont haussé dans cet intervalle de deux ans ; presque seuls, les fonds français ont considérablement baissé. Donnons-en la preuve ; elle est aisée et décisive. Au 28 octobre 1880, les fonds anglais étaient à 99 5/16, il, sont aujourd'hui à 102 5/16 ; le 29 octobre 1880, l'Italien était à 87 fr. 75, il cote aujourd'hui 88 fr. 90 ; le 4 0/0 autrichien était au-dessous de 75 fr., il est aujourd'hui au-dessus de 84 fr. ; le 4 1/2 0/0 des Etats-Unis était à 116 fr., il est à 118 fr. ; le 6 0/0 hongrois cotait 94 fr., il a aujourd'hui dépassé le pair ; les fonds égyptiens étaient à 350 fr., ils dépassent 360 fr. ; le turc, qui se cotait 10 fr. 35, atteint 12 fr. 55.

» Tous les fonds étrangers ont haussé depuis deux ans, sauf deux exceptions ; le Russe 1877 a baissé de 94 1/2 à 90 fr., perdant environ 5 0/0, par l'effet des nihilistes, et les 3 0/0 français, eux perdent 6 à 7 0/0. Ainsi, ce n'est pas par une cause générale agissant sur l'ensemble du monde ou même seulement de l'Europe, c'est par des causes qui leur sont propres que les fonds français ont fléchi dans cette mesure importante. *Un rentier en 1880 aurait été plus avisé en plaçant ses épargnes en fonds autrichiens, italiens, hongrois, espagnols, égyptiens, turcs même qu'en fonds français.* Cette vérité est triste à énoncer, mais c'est une vérité !

» *C'est bien le crédit du gouvernement qui est atteint, car tout l'ensemble des autres valeurs françaises ou étrangères,* à de rares exceptions près, *est* encore, même après la panique des derniers temps, *à des cours plus élevés qu'en octobre 1880, tandis que les fonds de l'Etat français ont fléchi de* 6 à 7 0/0.

» Ainsi, les plus-values d'impôts se changent en moins-values, les excédents budgétaires en déficit, les fonds publics français baissent pendant que les fonds étrangers haussent. »

A ces phénomènes attristans, il est des causes diverses, mais le principal est que depuis deux ans, sauf quelques rares intervalles lucides, les Chambres et le gouvernement ne savent ce qu'ils veulent :

« Toutes les mesures qu'ils prennent sont exactement l'opposé de celles qu'ils devraient prendre. Tandis qu'ils devraient calmer, modérer, faire dans cette période d'épreuves, aussi peu de changemens que possible, ils agitent et brouillent tout ; ils entreprennent tout à la fois ; ils semblent prendre plaisir, par exemple, à inquiéter tous les intérêts que M. Thiers cherchait avec tant de soins à sauvegarder.

» Nous craignons fort que notre situation financière ne soit absolument voilée pour notre ministre des finances, notre ministre des travaux publics et ses collègues ; si elle ne leur est pas voilée, ils agissent comme si elle l'était. »

Le *Journal des Débats*, nous allions dire M. Léon Say, examine ensuite ce que l'on a fait du plan de M. de Freycinet, c'est-à-dire un ensemble de travaux qui comportait en principe une dépense de 4 milliards échelonnés sur dix ou douze ans. Or, le programme primitif s'est tellement enflé qu'il *dépasse actuellement 9 milliards !...* Il eût fallu, en outre, ne pas dépenser d'une manière exorbitante pour des objets divers, recourir à toutes les forces organisées dans le pays, la haute banque, les compagnies de voies ferrées, aux sociétés « que, pour complaire, sans y réussir, » aux socialistes, on menace et on inquiète sans cesse. »

On eût pu agrandir nos ports, en recourant la a méthode anglaise, qui consiste à établir sur tous les navires qui entrent dans un port des droits de tonnage modéré. Une dernière condition enfin était qu'on eût une politique d'apaisement : « au lieu de je ne sais quel gouvernement de secte et de coterie qui » ne parvient pas à se constituer avec un » peu de stabilité. »

Rien de tout cela n'a eu lieu, et maintenant le *Journal des Débats* n'hésite pas à le déclarer, la crise que traversent nos finances n'est pas temporaire : *elle se prolongera et sera décisive.*

« Maintenir le système actuel d'initiative parlementaire illimitée en matière de crédits : *faire des dégrèvements maladroits qui n'ont profité à personne*, tandis qu'on eût pu affectuer des dégrèvemens sérieux sur les transports, sur les droits de mutation entre vifs ; *grossir incessamment la dette flottante* ou créer de nouveaux papiers inconnus au public et *émettre des emprunts annuels destinés à n'être pas classés ;* c'est là un système qui ne peut se poursuivre. Si l'on y voulait persévérer, les 3 0/0 français, qui est déjà tombé de 86 fr. à 80 fr. depuis deux ans, viendrait en un an ou dix-huit mois, par des réductions successives, à 75 fr., peut-être au-dessous. »

Poursuivant son impitoyable examen, M. Léon Say, par la plume de M. Le Roy Beaulieu, considère comme impraticable le programme de 9 milliards de travaux publics à exécuter par les méthodes jusqu'ici employées. Il faut, ou étendre la période à vingt ans, ou établir des droits de tonnage pour faire les travaux de ports ou se décharger sur les compagnies de chemins de fer de 4 ou 5,000 kilomètres à construire. Mais il est grand temps de prendre un parti. Quant aux projets de rachat des chemins de

---

FEUILLETON DU 10 NOVEMBRE 1882

— 21 —

L'AÏEULE

PAR M. X***

III

Quelques années s'étaient ainsi écoulées quand un malheur nous arriva. Mon père mourut subitement. Je le pleurai avec sincérité, d'autant plus que sa mort soudaine nous avait surpris, alors que nos relations étaient encore froides ; il n'eut pas le temps de me parler, et de me bénir. Cette mort m'affecta. Je me faisais beaucoup de reproches, et pour la première fois je me sondai avec une sorte de remords. Ma vie s'écoulait sans bruit, inutile à moi-même, je n'apportais aux autres ni soulagement, ni joie, ni consolation. Il était tard pour me réformer, et je continuai la même vie, sans espoir d'amélioration ; triste était mon passé, mon avenir apparaissait plus triste encore. Ma mère se montra affligée et écrivit à mon frère de revenir au plus tôt, comme si lui seul pouvait prendre part à son chagrin. Cela me blessa et nous devinâmes plus que jamais étrangères l'une à l'autre. Mon frère arriva aussitôt, c'était le portrait vivant de ma mère ; leurs idées et leurs opinions étaient les mêmes.

Vraisemblablement elle le prévint contre moi, car il me traita avec froideur. A l'arrivée de mon frère, on fit le partage. Je lui laissai la gérance de ma part, le priant de me remettre chaque année une somme destinée à ma toilette et à mes livres. Pendant la durée de notre deuil, nous menâmes une vie très retirée qui me fit du bien. Je lus beaucoup, et cette fois avec plus de fruit que par le passé. Les chagrins éprouvés avaient depuis longtemps amolli mon cœur, et un nouveau retour sur moi-même m'obligea à pardonner beaucoup aux autres et à les juger avec moins de sévérité. Mais notre deuil fini, ma mère se lança de nouveau dans le monde sans lequel elle ne pouvait vivre. Elle était constamment en visite et recevait chez elle plus que jamais ; j'en étais fatiguée, mais je ne m'irritais plus comme autrefois et je ne méprisais plus les autres.

Vers ce temps, je fis la connaissance de Liza Nervich, fille étrange et qui n'était déjà plus jeune. Sa mère était morte quand elle était encore enfant, elle avait été élevée par son père, homme très intelligent, mais extrêmement positif. A vingt ans, elle l'avait également perdu et elle demeurait avec une vieille tante dont elle faisait ce qu'elle voulait ; sa position indépendante avait rendu son caractère encore plus arrêté.

Jamais je n'ai rencontré un jugement aussi froid, une façon aussi juste d'envisager la vie ; mais, ensuite, on lui trouvait un manque de sensibilité, qui d'ailleurs n'excluait pas la bonté du cœur. Elle était railleuse, quelquefois même caustique ; elle aimait surtout à parler de sa froideur, elle s'en vantait et pourtant plus d'une fois une caresse, une bonne parole d'elle, ont versé du baumé sur mon cœur. Je m'y attachai et elle m'aima plus qu'elle ne laissait paraître ; elle sympathisait avec moi en beaucoup de choses, mais elle ne voulut jamais revenir sur son opinion, que c'était la plupart du temps par une fausse honte que l'on montrait de la timidité. Nos discussions n'avaient jamais de fin, et je dus céder à ses conseils, reconnaissant en elle plus de bons sens qu'il n'y en eut jamais en moi. Sa manière de voir provenait non de la sécheresse du cœur, mais en partie de l'éducation, en partie d'une lutte précoce avec la réalité et le monde. Elle me démontrait constamment qu'on ne doit juger personne avec sévérité, qu'on ne doit pas demander l'impossible, etc.

Je discutais sans cesse avec elle avec animation et ces discussions m'étaient utiles ; j'étais souvent obligé de reconnaître qu'en moi beaucoup d'idées étaient étranges et de travers. Je m'occupai sérieusement de mon éducation morale, et un grand changement se fit en moi. Je compris beaucoup de choses, j'en pressentis beaucoup d'autres que je ne comprenais pas encore ; en un mot, j'accomplis une évolution.

Sans perdre mes aspirations vers un idéal noble et élevé, je descendis peu à peu sur la terre et j'abandonnai le monde des rêves dans lequel j'avais vécu jusqu'alors. Mes vingt ans, le jugement sain que Dieu m'avait donné et que mon éducation et les circonstances avaient altéré en moi, produisirent à la fin leur effet. Je devins plus raisonnable et plus positive.

Un soir, dans un bal très nombreux, au milieu d'une polonaise, je remarquai un cavalier d'une taille élevée, debout près d'une colonne, et dont le visage était extrêmement expressif et original. Le teint foncé de sa peau contrastait vivement avec la blancheur d'une belle et longue main dégantée, occupée en ce moment à tordre sa moustache. Ses grands yeux bleus, privés de l'expression de douceur et de bonté que nous avons coutume d'attribuer aux yeux de cette nuance, avaient un regard froid et même austère. Des cheveux blonds, épais, coupés assez court, ombrageaient de leurs boucles naturelles un front élevé. Les traits réguliers, un nez fin et droit, et de grosses lèvres contredisant l'expression des yeux, promettaient la bonté et la sensibilité. Ce jeune homme regardait d'un air indifférent les couples de danseurs qui passaient près de lui, et cherchait quelqu'un des yeux au milieu de la longue file de visages qui défilait devant lui en tournant autour de la colonne à laquelle il était appuyé. Deux fois je passai près de lui et deux fois nos regards se rencontrèrent. Je ne sais pourquoi, mais je détournai la tête et baissai les yeux.

— Qui est-ce ? demandai-je à mon cavalier en lui montrant l'inconnu.

— C'est un nouvel arrivant, ne le voyez-vous pas rien qu'à la couleur de sa peau ? On peut deviner qu'il vient du midi. Est-il possible d'être aussi brûlé ! Du reste, une peau trop blanche ne sied pas à un homme, n'est-il pas vrai ?

— Certainement, mais vous ne me dites pas qui il est ?

— Cela vous intéresse donc ? Les femmes sont étonnantes ! Elles sont toutes faites à la même image ! La curiosité est la base de leur vie, la cause et le germe de tous leurs sentiments !

— Comme vous m'ennuyez ! dis-je en riant. Si vous ne voulez pas me dire son nom, je vais le demander à un autre...

— Allons, ne vous fâchez pas. A quoi sert de vous dire son nom ? Ce nom est moins bien curieux que toutes les histoires que je sais sur son compte. Il se nomme le baron Frédéric Belchtein, et dans le Caucase il est connu de tous, depuis le soldat jusqu'au général, sous le nom de *Baron* tout court. C'est un homme original et brave entre tous, — même dans un pays où les originaux et les braves ne manquent pas. Il suffira de vous dire, pour vous montrer combien mon baron les surpasse, que c'est le premier volontaire, le premier soldat en campagne, un gentleman accompli à la ville et un original partout. Il a fait le tour du monde, puis il est revenu au Caucase, où il a passé une année, faisant partie de toutes les expéditions ; il a même était blessé.

— C'est un militaire ?

— Non. Il n'a jamais servi ; il se joignait aux expéditions comme volontaire, et plus d'une fois il nous a rendu service à tous. Tout le monde l'aimait dans le Caucase, même les soldats, qui pourtant n'ont guère de sympathie pour les Allemands. En hiver, il demeurait à Tiflis, à l'exception de quelques mois, pendant lesquels il disparaissait et allait courir, Dieu sait où.

— C'est un personnage mystérieux ?

— Pas du tout ; il est seulement capricieux. Aujourd'hui, il est chez lui et joyeux ; demain, vous venez pour le voir, on vous dit qu'il est parti personne ne sait où, puis il reparaît de nouveau, inopinément. Il n'aime pas qu'on lui demande d'où il vient ; mais nous aussi nous sommes curieux, et nous apprenions quelquefois qu'il était tout simplement dans les montagnes, à chasser, ou seulement à se promener, soit à pied, soit à cheval ; il aime beaucoup la vie nomade.

Un jour, — c'était l'été dernier, — nous étions campés. En face des tentes il y avait une colline ; aussitôt qu'un Cosaque s'y montrait, un Cherkess déchargeait sur lui sa carabine.

Les officiers étaient dans leur tente ; les rires, les conversations, les disputes, les récits, allaient leur train. Le Baron s'y trouvait, parlant peu, buvant encore moins ; seulement il fumait, et la fumée de son cigare montait en épais flocons. Une discussion s'éleva. Quelqu'un dit, pour prouver qu'il n'est pas aussi facile de tuer un homme qu'on se le figure, que les Cherkess tiraient continuellement sur les Cosaques et n'avaient encore réussi à en blesser ni tuer aucun.

— « Les Cosaques sont très agiles, repartit un autre. Il n'est guère plus aisé de les atteindre quand ils sont à cheval que de tirer une hirondelle au vol.

— « Je suis persuadé, dit le Baron, se mêlant à la conversation, que les Cherkess sont si mauvais tireurs qu'à une portée raisonnable non seulement ils n'attraperaient pas un Cosaque en marche, mais même un homme assis. »

Un cri s'éleva, tous tombèrent sur le Baron. Il avait tort, disaient-ils de mépriser autant l'habileté des Cherkess ; on voyait qu'il n'avait pas encore expérimenté leur talent.

— « Quelle habileté peuvent avoir des sauvages ? » dit le Baron, d'un air dédaigneux, puis il se tut. Pendant quelque temps, il écouta avec patience des récits prouvant que les chevaux de ces sauvages étaient les meilleurs coureurs et que ces sauvages eux-mêmes étaient d'excellents tireurs.

Mais ensuite il soutint son opinion avec chaleur, et citant de nombreux exemples, il prouva, avec beaucoup d'esprit que l'homme civilisé est supérieur en tout, que ses armes sont plus perfectionnées et par conséquent plus terribles, que le pur-sang anglais galope mieux que le meilleur cheval cherkess ou arabe. Personne ne fut de son avis. Il redevint silencieux, et, son opinion une fois exprimée, n'ouvrit plus la bouche. Bientôt il se leva et sortit. Mais mon récit ne vous ennuie-t-il pas ?

— Pas du tout, continuez, dis-je.

Nous avions à peine remarqué son absence, quand il rentra, en disant d'un air sérieux :

« — J'avais raison, messieurs ; ils ne savent pas tirer.

(*A suivre*